

## ATTESTATION DE GARANTIE N°202612015257

dans le cadre de l'adhésion au label « Qualité des formations au sein des écoles de conduite »

Nous soussignés, La Caisse Fédérale de Crédit Mutuel - Banque régie par les articles L.511-1 et suivants du Code Monétaire et financier - Société coopérative à forme de société anonyme au capital de 5 458 531 008 euros, 4 rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen, 67913 Strasbourg Cedex 9 - RCS Strasbourg B 588 505 354 - SIRET 588 505 354 00013 - N° ORIAS : 07 003 758, élisant domicile à l'adresse suivante : Centre de Conseil et de Service-CCS - Cautions France - 3, allée de l'Etoile - 95091 CERGY PONTOISE CEDEX,

Représentée par **Elisabeth MARIQUE**  
Dûment habilité(e)s à cet effet,

En qualité de ci-après dénommé(es) la « **BANQUE** »

Déclarons délivrer, par la présente, pour un montant de :

**€.109.520,00 (CENT NEUF MILLE CINQ CENT VINGT EUROS)**

pour compte de l'établissement d'enseignement de conduite automobile et de sécurité routière,

Entre les soussignés ,

**JC 4 A**  
167 RUE JEAN BAPTISTE DEFERNEZ  
62800 LIEVIN  
SIREN : 789 922 325

Représenté par Monsieur Jean COUTIER  
N° agrément : E 13 062 00250  
Délivré le : 18/07/2023

exerçant l'activité d'établissement d'enseignement de conduite automobile,

et son (ses) établissement(s) secondaire(s) :  
19 RUE CHARLES FERRAND 62210 AVION  
N° d'agrément : E 13062 00260  
Délivré le : 18/07/2023

la garantie financière prévue par l'article R 213-3 11° du code de la route, et l'article 7 du contrat de labellisation conclu entre l'Etat et l'établissement d'enseignement ci-dessus le 30/10/2023 et non résilié à ce jour.

Conformément à l'article 7 dudit contrat de labellisation, tous les contrats de formation à la conduite et à la sécurité routière de l'école de conduite ou de l'association labellisée sont couverts par la garantie financière à l'exclusion de ceux préparant aux catégories C1, C1E, C, CE, D1, D1E, D et DE du permis de conduite et des actions financées par les organismes collecteurs paritaires agréés mentionnés à l'article L. 6332-1 du code du travail, les organismes paritaires agréés mentionnés à l'article L. 6333-1 du code du travail, l'Etat, les régions, Pôle emploi et l'association mentionnée à l'article L. 5214-1 du code du travail.

Les formations dispensées par JC 4 A couvertes par la présente garantie sont : AM – A1 – A2 – A – B – B/B1 ET AAC.

Le montant de la garantie couvre au moins 30% de la part du chiffre d'affaires annuel HT de l'année N-1 réalisé au titre des dites formations dans les conditions prévues par l'article 7 de la convention de labellisation faisant l'objet de l'annexe 4 de l'arrêté du 26 février 2018 modifié portant création du label « Qualité des formations au sein des écoles de conduite et reconnaissance des équivalences à ce label ». Cette garantie prévoit le remboursement des prestations non consommées pour tous les contrats de formation en cours, à l'exclusion des formations citées au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 7 du contrat de labellisation, au moment où l'exploitation de l'établissement d'enseignement de la conduite et de la sécurité routière serait rendue impossible du fait d'une décision administrative ou judiciaire entraînant une fermeture définitive ou ininterrompue d'au moins 3 mois. Ce remboursement est effectué directement par l'organisme garant au titulaire du contrat de formation.

Les formations dispensées par JC 4 A 19 RUE CHARLES FERRAND 62210 AVION couvertes par la présente garantie sont : AM – A1 – A2 A B – B/B1 AAC.

Le montant de la garantie couvre au moins 30% de la part du chiffre d'affaires annuel HT de l'année N-1 réalisé au titre desdites formations dans les conditions prévues par l'article 7 de la convention de labellisation faisant l'objet de l'annexe 4 de l'arrêté du 26 février 2018 modifié portant création du label « Qualité des formations au sein des écoles de conduite et reconnaissance des équivalences à ce label ». Cette garantie prévoit le remboursement des prestations non consommées pour tous les contrats de formation en cours, à l'exclusion des formations citées au 1er alinéa de l'article 7 du contrat de labellisation, au moment où l'exploitation de l'établissement d'enseignement de la conduite et de la sécurité routière serait rendue impossible du fait d'une décision administrative ou judiciaire entraînant une fermeture définitive ou ininterrompue d'au moins 3 mois. Ce remboursement est effectué directement par l'organisme garant au titulaire du contrat de formation.

Il interviendra sur production de leur facture acquittée et de leur livret d'apprentissage faisant apparaître le nombre de leçons de conduite effectuées et de celles restant à effectuer au regard du contrat de formation.

Le paiement est effectué par la BANQUE dans un délai de 3 mois à compter de la présentation de la demande écrite de mise en jeu accompagnée de justificatifs ci-dessus.

Dans le cas où le montant de la garantie serait inférieur à celui des créances déclarées, les règlements seront répartis entre les créanciers au prorata des créances qui auront été déclarées au garant.

La présente garantie prendra effet à compter du jour de la signature du contrat de labellisation signé entre l'Etat et l'établissement d'enseignement de conduite automobile, si elle n'a pas encore été conclue et dans le cas contraire, à compter du 31/03/2026.

Elle cessera automatiquement à sa date d'échéance et de plein droit en cas de résiliation du contrat de labellisation susvisé entre l'Etat et l'établissement d'enseignement ou de retrait de l'agrément par le Préfet et dans les autres cas convenus entre la BANQUE et l'établissement d'enseignement de conduite automobile.

Les créances nées antérieurement à la date de cessation de la garantie restent couvertes par la BANQUE si elles sont produites par le créancier dans un délai de trois mois à compter de la date d'échéance ou de la date d'effet de la résiliation.

La présente attestation est valable du 31/03/2026 jusqu'au 30/10/2026.

La présente attestation annule et remplace celle établie le 07/11/2025 pour un montant de €95.745,00 sous le numéro 202512054625.

Le présent acte est soumis à la loi française.

Fait à CERGY, le 31/03/2026

**Caisse Fédérale de Crédit Mutuel,**



**Elisabeth MARIQUE**